

Un coup d'État n'est pas la solution

Analyse des signes précurseurs
et des conséquences des récents
coups d'État en Afrique de l'Ouest

Table des matières

Epidémie de coups d'État en Afrique de l'Ouest : signes précurseurs	4
Une situation sécuritaire instable au Sahel	5
Chronologie : des coups récurrents	6
Détérioration sécuritaire et rétrécissement de l'environnement participatif : des signes précurseurs selon l'IIAG	8
Burkina Faso : avant le coup d'État de 2022, la plus forte dégradation sécuritaire de tout le continent	9
Guinée : avant le coup d'État de 2021, rétrécissement de l'espace démocratique et dégradation de la redevabilité	10
Mali : avant le coup d'État de 2021, détérioration de la sécurité et délitement des mécanismes de redevabilité	11
Niger : avant le coup d'État de 2023, détérioration de la sécurité et aggravation de la corruption	12
Résultats des coups d'État en Afrique de l'Ouest : les promesses ne sont pas tenues	13
Burkina Faso : les attaques violentes ne montrent aucun signe de réduction depuis le renversement du pouvoir	13
Mali : les conditions de sécurité sont presque deux fois pires qu'avant le coup d'État	14
Guinée : toujours pas d'élections alors que les troubles civils s'intensifient	14
Focus : De moins en moins de soutien pour la démocratie, de plus en plus pour les militaires	15
Signes précurseurs dans d'autres pays africains : prochains sur la liste ?	16
Des résultats inquiétants en matière de <i>Sécurité et sûreté</i> et <i>Participation</i> dans de nombreux autres pays du continent	16
Focus : Coups d'État et soulèvements populaires à l'encontre des dirigeants de longue date à travers le continent	17
Focus : La position de l'UA sur les « changements anticonstitutionnels de gouvernement »	20
L'importance d'une gouvernance équilibrée dans toutes ses dimensions	21
Références	22

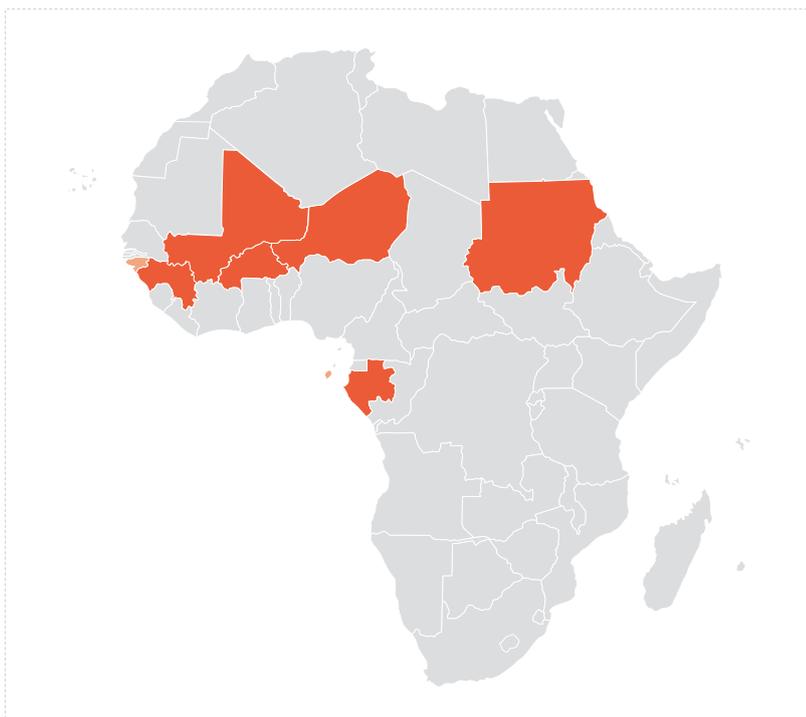
Epidémie de coups d'État en Afrique de l'Ouest: signes précurseurs

Rien ne semble pouvoir arrêter la vague de coups d'État qui frappe l'Afrique depuis peu. À nouveau, les coups d'État sur le continent font les gros titres et deviennent un enjeu de sécurité sur le continent. Depuis 2020, en seulement trois ans, l'Afrique a été le théâtre de 13 tentatives de renversement, dont huit ont abouti dans six pays : Burkina Faso, Gabon, Guinée, Mali, Niger et Soudan.

Comment définir un coup d'État ?

Un coup d'État est une prise de contrôle soudaine, souvent violente ou illégale, du pouvoir politique ou du gouvernement par un groupe d'individus, généralement issus de l'armée ou d'autres factions influentes du pays. Les coups d'État se caractérisent généralement par un effort centralisé et organisé, impliquant souvent l'armée, dans le but de s'emparer du pouvoir et de remplacer le gouvernement. Ils entraînent la suspension de l'ordre constitutionnel et la mise en place d'une nouvelle autorité dirigeante, souvent conduite par les putschistes eux-mêmes. Ils prennent différentes formes : coups d'État militaires et des forces armées, coups d'État civils, coups d'État politiques ou coups d'État hybrides impliquant une combinaison de ces acteurs. Les motivations des coups d'État varient, allant de griefs politiques et de luttes de pouvoir à des raisons idéologiques ou sociales.

Afrique : coup d'États depuis 2020



- Coup d'État réussi
- Tentative de coup d'État
- Pas de coup d'État

Source : MIF, sur la base des travaux de Jonathan Powell (Université de Floride centrale) et Clayton Thyne (Université du Kentucky)

Depuis 2020, les coups d'État ont touché plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, ainsi que le Soudan et le Gabon. Le Burkina Faso, la Guinée, le Mali et le Niger étaient tous membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Tous, sauf la Guinée, faisaient partie du G5 Sahel et se heurtaient à des difficultés majeures en matière de sécurité.

Une situation sécuritaire instable au Sahel

À l'exception de la Guinée, les récents coups d'État au Sahel se sont produits dans un contexte d'insécurité croissante, intensifié par l'aggravation des répercussions du changement climatique, les retombées de la pandémie de COVID-19 et la détérioration de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance liée à l'impact du conflit Russie/Ukraine.

Après l'effondrement de l'État libyen en 2011, la région du Sahel a connu un afflux de combattants étrangers revenant de Libye, et un trafic d'armes important s'est développé à travers les frontières poreuses du Burkina Faso, du Tchad, du Mali et du Niger. Dans les années qui ont suivi, cette prolifération d'armes et de combattants a conduit à l'émergence de groupes islamistes locaux affiliés à l'État islamique et à Al-Qaïda, ainsi qu'au renforcement des réseaux criminels locaux et d'autres groupes séparatistes tels que l'insurrection touarègue. Au cours des douze années suivantes, ces circonstances ont considérablement détérioré les conditions de sécurité dans la région.

Ces différents groupes armés ont souvent dépassé les capacités militaires nationales et ont ciblé les civils, malgré l'opération Barkhane menée par l'armée française au Sahel. Cette dégradation a eu lieu dans un contexte de revendications croissantes dans l'ensemble du Sahel concernant le manque de soutien aux armées et les salaires insuffisants des militaires, principalement au Mali et au Burkina Faso, ainsi que les problèmes généralisés de corruption dont pâtissent les forces armées de la région.

Dans ce contexte, la région est devenue le théâtre d'un bras de fer géopolitique, la France, les États-Unis et la Russie assurant une présence militaire physique et une aide militaire au Sahel depuis plusieurs dizaines d'années. Ces dernières années, le sentiment anti-français croissant dans les anciennes colonies françaises comme le Burkina Faso, le Mali et le Niger, ainsi que l'échec des missions internationales visant à endiguer les agissements des groupes violents ont conduit au retrait progressif des forces françaises.

L'influence française déclinante au Sahel laisse progressivement place à l'influence russe, qui se manifeste notamment par la présence du groupe Wagner, une organisation militaire privée liée à l'État russe, et par des messages anti-français relayés sur des réseaux sociaux russes. Le groupe Wagner s'est particulièrement illustré au Mali où il assume des fonctions de sécurité en échange d'un accès prioritaire aux ressources.

Chronologie : des coups récurrents

► BURKINA FASO

2022



Janvier 2022 :

- Le président Roch Marc Christian Kaboré est renversé par des militaires
- Paul-Henri Sandaogo Damiba est désigné président par intérim

Septembre 2022 :

- Le président par intérim Paul-Henri Sandaogo Damiba est renversé par des militaires
- Le capitaine Ibrahim Traoré est désigné président

2020



Novembre 2020 : réélection du président Roch Marc Christian Kaboré

2015



Septembre 2015 : malgré une tentative de contre-coup d'État, la garde présidentielle ne parvient pas à renverser le gouvernement par intérim

Décembre 2015 : Roch Marc Christian Kaboré remporte l'élection présidentielle

2014



Octobre 2014 :

- Le président de longue date Blaise Compaoré est chassé au terme de manifestations de masse et d'un putsch
- Michel Kafando est désigné président par intérim

► GUINÉE

2021



Septembre 2021 :

- Le président Alpha Condé est renversé par des militaires
- Mamady Doumbouy est désigné président par intérim

2020



Mars 2020 : référendum constitutionnel réinitialisant et prolongeant les mandats présidentiels, permet au président Alpha Condé de briguer deux autres mandats

Octobre 2020 : élection du président Alpha Condé à un troisième mandat

2015



Octobre 2015 : réélection du président Alpha Condé

2010



Novembre 2010 : Alpha Condé remporte l'élection présidentielle

2008



Décembre 2008 :

- L'armée s'empare du pouvoir après la mort du président de longue date Lansana Conté
- Moussa Dadis Camara est désigné président par intérim

Légende



Coup d'État réussi



Coup d'État manqué



Élections



Président chassé à l'issue de manifestations de masse



Référendum constitutionnel

► MALI

2021



Mai 2021 :

- Le président Bah Ndaw est renversé par des militaires
- Assimi Goïta est désigné président par intérim

2020



Août 2020 :

- Le président Ibrahim Boubacar Keïta est renversé par des militaires
- Assimi Goïta est désigné président par intérim

Septembre 2020 : le chef du coup d'État Assimi Goïta nomme Bah Ndaw président civil par intérim

2018



Août 2018 : réélection du président Ibrahim Boubacar Keïta

2013



Août 2013 : Ibrahim Boubacar Keïta remporte l'élection présidentielle

2012



Mars 2012 : renversement du président Amadou Toumani Touré par des militaires

Avril 2012 : Dioncounda Traoré est désigné président par intérim

Mai 2012 : échec de la tentative de contre-coup d'État des soutiens militaires du président déchu Amadou Toumani Traoré

► NIGER

2023



Juillet 2023 : un coup d'État mené par le général Abdourahmane Tchiani chasse le président Mohamed Bazoum

2021



Mars 2021 : tentative de coup d'État quelques jours avant la date prévue du serment du président nouvellement élu Mohamed Bazoum

2020-2021



Décembre 2020 : élections au Niger

Février 2021 : la commission électorale déclare la victoire du président Mohamed Bazoum

2016



Mars 2016 : réélection de Mahamadou Issoufou à l'issue d'un scrutin à deux tours

2015



Décembre 2015 : Roch Marc Christian Kaboré remporte l'élection présidentielle

2011



Mars 2011 : Mahamadou Issoufou remporte l'élection présidentielle

2010



Février 2010 : le président Tandja est renversé par un coup d'État. Le colonel Salou Djibo prend la tête d'un gouvernement militaire

Détérioration sécuritaire et rétrécissement de l'environnement participatif : des signes précurseurs selon l'IIAG

Pays sélectionnés : évolution des sous-catégories de l'IIAG (2017-2021)

	Burkina Faso	Guinée	Mali	Niger	Tendance moyenne en Afrique
Sécurité et sûreté	- 34,2	- 1,5	- 12,1	- 8,9	- 2,8
État de droit et justice	- 3,2	- 1,9	- 1,9	+ 2	- 0,2
Redevabilité et transparence	+ 2,7	- 9,0	- 11,5	- 1,4	- 0,4
Lutte contre la corruption	- 1,4	- 1,1	- 3,7	- 7,8	0,0
Participation	- 5,3	- 14,8	- 16,3	- 6,1	- 4,4
Droits	- 9,5	- 8,2	+ 1,2	- 1,7	- 1,1
Inclusion et égalité	- 1,0	- 3,4	- 1,6	- 2,5	- 0,3
Parité	+ 2,9	0,0	+ 1,1	- 0,5	+ 2,7
Administration publique	+ 2,0	- 6,6	- 11,3	- 0,2	+ 0,6
Environnement des affaires et du travail	- 3,6	- 2,7	- 4,4	- 1,8	+ 0,2
Infrastructures	+ 0,9	+ 5,1	+ 3,1	+ 0,2	+ 2,8
Économie rurale	- 2,7	+ 14,6	+ 11,1	+ 2,4	+ 1,6
Santé	+ 6,3	+ 1,6	+ 1,7	- 6,1	+ 2,4
Éducation	+ 2,7	- 2,8	+ 0,1	+ 0,8	+ 1,1
Protection sociale et services sociaux	0,0	+ 7,2	+ 0,4	- 4,1	+ 1,6
Environnement durable	- 0,2	- 0,2	+ 2,3	+ 7,7	+ 1,8

Source : Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique

L'IIAG 2022 souligne un déclin entre 2017 et 2021 à la fois de la *Gouvernance globale* et des catégories *Sécurité et État de droit* et *Participation, droits et inclusion* pour les quatre pays de l'Afrique de l'Ouest ayant subi un coup d'État

Les quatre pays d'Afrique de l'Ouest qui ont connu un coup d'État entre 2021 et 2023, Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger, enregistrent des tendances communes entre 2017 et 2021 :

- Détérioration pour les quatre pays en matière de *Gouvernance globale*, *Sécurité et État de droit* et *Participation, droits et inclusion*.
- Détérioration pour les quatre pays dans les sous-catégories *Sécurité et sûreté*, *Lutte contre la corruption*, *Participation*, *Inclusion et égalité* et *Environnement des affaires et du travail*.
- Détérioration dans trois des quatre pays pour les sous-catégories *État de droit et justice*, *Redevabilité et transparence*, et *Droits*.
- En moyenne, pour les quatre pays, les sous-catégories *Sécurité et sûreté* (-14,2) et *Participation* (-10,6) enregistrent la plus forte baisse sur 2017-2021.

Le Burkina Faso (-34,2, 1^{er}), le Mali (-12,1, 5^e) et le Niger (-8,9, 7^e) figuraient tous trois parmi les dix pays du continent dont le score en matière de *Sécurité et sûreté* s'est le plus détérioré

Burkina Faso : avant le coup d'État de 2022, la plus forte dégradation sécuritaire de tout le continent

Depuis 2014, le Burkina Faso a connu trois coups d'État et une tentative de contre-coup d'État. Le plus récent a eu lieu en septembre 2022, à la suite du renversement du président Roch Marc Kaboré en janvier 2022 qui avait mis fin à une parenthèse démocratique entamée en 2015. Les responsables des coups d'État de 2022 ont tous deux affirmé que le rétablissement de la sécurité était leur principale motivation.

L'IIAG montre que si la performance en matière de *Gouvernance globale* du Burkina Faso s'est améliorée entre 2012 et 2017 (57,3), elle se détériore à partir de 2017 (-2,7).

- Entre 2012 et 2017, les scores du pays dans les quatre catégories de l'IIAG s'étaient améliorés. Mais sur 2017-2021, ils se détériorent pour les catégories *Sécurité et État de droit* (-9,0), *Participation, droits et inclusion* (-4,3) et *Fondements des opportunités économiques* (-0,8).
- Le déclin de la catégorie *Sécurité et État de droit* tient essentiellement à la dégradation du score de la sous-catégorie *Sécurité et sûreté* (-34,2).
- Les indicateurs de cette sous-catégorie *Sécurité et sûreté* ont tous diminué au cours des cinq dernières années. Depuis 2017, aucun pays africain n'a connu une détérioration plus importante que le Burkina Faso des indicateurs *Absence de conflit armé* (-72,0) et *Absence de violences à l'encontre de la population civile* (-63,0). Ce déclin est dû à la recrudescence marquée des attaques perpétrées par des groupes armés non étatiques.
- Le score de la sous-catégorie *Droits* (-9,5) enregistre la plus forte baisse après celui de la sous-catégorie *Sécurité et sûreté*, principalement en raison de la dégradation de l'indicateur *Droits numériques* (-22,0), du fait de la restriction de la liberté d'expression dans l'espace numérique et d'une augmentation du nombre de coupures Internet et de fermetures de médias.

Entre 2012 et 2021, le Burkina Faso a chuté du 13^e au 48^e rang (sur 54) dans la sous-catégorie *Sécurité et État de droit*

Burkina Faso : indicateurs qui ont connu le déclin le plus marqué sur 2017-2021

Sous-catégorie	Indicateur	Score en 2021	Tendance	Rang pour 2021	Moyenne africaine en 2021	Tendance moyenne en Afrique (2017-2021)
Sécurité et sûreté	<i>Absence de conflit armé</i>	22,9	- 72,0	52	85,0	- 2,4
Sécurité et sûreté	<i>Absence de violences à l'encontre de la population civile</i>	21,2	- 63,0	45	70,5	- 5,9
Droits	<i>Droits numériques</i>	40,7	- 22,0	40	55,7	- 1,7
Infrastructures	<i>Réseau de transport et postal</i>	15,7	- 20,2	36	26,8	- 4,8
Sécurité et sûreté	<i>Absence de migration forcée</i>	80,9	- 18,9	46	90,1	- 0,8

Source : Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique

Guinée : avant le coup d'État de 2021, rétrécissement de l'espace démocratique et dégradation de la redevabilité

La Guinée a connu deux coups d'État depuis 2008. Le plus récent en 2021 a conduit à l'évincement du président Alpha Condé. Les putschistes ont invoqué la pauvreté et une corruption endémique.

D'après l'IIAG, le score de *Gouvernance globale* de la Guinée a gagné 1,6 point entre 2012 et 2017, avant d'en perdre 1,5 au cours des cinq années suivantes. Ce déclin a précédé le coup d'État de 2021, survenu dans un contexte de violations des droits fondamentaux, de restriction de l'environnement participatif et d'aggravation de la corruption.

- Entre 2012 et 2017, les scores de la Guinée avaient progressé dans toutes les catégories de l'IIAG. Entre 2017 et 2021, ses scores ont toutefois connu des diminutions marquées dans les catégories *Participation*, *droits et inclusion* (-6,6) et *Sécurité et État de droit* (-3,3).
- La sous-catégorie *Participation* est celle qui a connu la plus forte baisse (-14,8) depuis 2017, après avoir gagné 3,6 points entre 2012 et 2017. Viennent ensuite les sous-catégories *Droits* (-8,2) et *Redevabilité et transparence* (-9,0) qui sont les plus en baisse sur 2017-2021.
- Parmi les cinq indicateurs de la catégorie *Participation, droits et inclusion* qui se sont le plus dégradés depuis 2017, trois appartiennent à la sous-catégorie *Participation* : *Élections démocratiques* (-18,8), *Espace accordé à la société civile* (-17,5) et *Libertés d'association et de réunion* (-12,5). Depuis 2017, l'indicateur *Libertés individuelles* (-22,8) de la sous-catégorie *Droits* a connu le plus fort déclin au sein de cette catégorie.
- Les plus fortes baisses de la catégorie *Sécurité et État de droit* depuis 2017 traduisent la multiplication des atteintes à l'équilibre des pouvoirs et aux mécanismes de redevabilité qui ont précédé le coup d'État. Les cinq indicateurs de la catégorie qui se sont le plus détériorés sont *Absence de pression indue sur le gouvernement* (-24,4), *Dispositifs anti-corruption* (-13,1), *Impartialité du système judiciaire* (-12,8), *Équilibre des pouvoirs institutionnels* (-7,9) et *Accès aux archives publiques* (-7,8).

 Dans la sous-catégorie *Participation*, la Guinée a reculé de près de 15 points sur la période 2017-2021

Guinée : indicateurs qui ont connu le déclin le plus marqué sur 2017-2021

Sous-catégorie	Indicateur	Score en 2021	Tendance	Rang pour 2021	Moyenne africaine en 2021	Tendance moyenne en Afrique (2017-2021)
Administration publique	<i>État civil</i>	50,0	- 25,0	33	61,8	+ 1,4
Redevabilité et transparence	<i>Absence de pression indue sur le gouvernement</i>	9,5	- 24,4	48	39,7	- 3,8
Éducation	<i>Ressources humaines dans l'enseignement</i>	48,6	- 22,9	36	80,8	+ 2,3
Droits	<i>Libertés individuelles</i>	24,9	- 22,8	41	42,9	- 1,9
Participation	<i>Élections démocratiques</i>	12,7	- 18,8	45	38,3	- 5,4

Source : Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique

Mali : avant le coup d'État de 2021, détérioration de la sécurité et délitement des mécanismes de redevabilité

Depuis 2012, le Mali a connu trois coups d'État et une tentative de contre-coup d'État. En mai 2021, le président Bah Ndaw a été évincé et remplacé par un gouvernement militaire qui a justifié son acte par la persistance des problèmes de sécurité.

L'IIAG montre que le score de *Gouvernance globale* du Mali a perdu 3,3 points sur la décennie 2012-2021. Si le déclin avait commencé avant 2017, il s'est accéléré depuis. Il a précédé le coup d'État de 2021 dans un contexte de détérioration de la sécurité et des libertés politiques.

- Le score du pays dans les catégories *Sécurité et État de droit* (-1,6) et *Participation, droits et inclusion* (-2,9) a légèrement diminué entre 2012 et 2017, puis s'est accéléré au cours des cinq dernières années.
- Sur 2017-2021, la catégorie *Sécurité et État de droit* (-7,3) a connu la plus forte dégradation, son score se dégradant cinq fois plus vite que les cinq années précédentes. Le score de la catégorie *Participation, droits et inclusion* (-3,9) a également vu son rythme de détérioration s'accroître.
- La sous-catégorie *Participation* (-16,3) est celle qui a connu la plus forte baisse depuis 2017, suivie par *Sécurité et sûreté* (-12,1) et de *Redevabilité et transparence* (-11,5). Ces cinq dernières années, le score *Sécurité et sûreté* s'est dégradé presque deux fois plus vite que sur la période précédente.
 - Dans la sous-catégorie *Sécurité et sûreté*, l'indicateur *Absence de violence à l'encontre de la population civile* (-44,7) est celui qui s'est le plus dégradé depuis 2017 en raison de la recrudescence d'attaques perpétrées contre les citoyens par des groupes rebelles et des milices.
 - La baisse du score de la sous-catégorie *Participation* tient notamment à la dégradation de l'indicateur *Élections démocratiques* (-42,7), elle-même liée au coup d'État de 2021.
 - La baisse du score de la sous-catégorie *Redevabilité et transparence* depuis 2017 s'explique par la rapide dégradation de l'indicateur *Absence de pression induite sur le gouvernement* (-35,5), qui avait pourtant connu une amélioration majeure entre 2012 et 2017 (+27,9).

Au cours de la période 2017-2021, aucun pays n'a connu une dégradation aussi prononcée dans la sous-catégorie *Redevabilité et Transparence* que le Mali

Mali : indicateurs qui ont connu le déclin le plus marqué sur 2017-2021

Sous-catégorie	Indicateur	Score en 2021	Tendance	Rang pour 2021	Moyenne africaine en 2021	Tendance moyenne en Afrique (2017-2021)
Administration publique	<i>État civil</i>	25,0	- 50,0	50	61,8	+ 1,4
Sécurité et sûreté	<i>Absence de violences à l'encontre de la population civile</i>	20,0	- 44,7	47	70,5	- 5,9
Participation	<i>Élections démocratiques</i>	10,3	- 42,7	48	38,3	- 5,4
Redevabilité et transparence	<i>Absence de pression induite sur le gouvernement</i>	23,0	- 35,5	39	39,7	- 3,8
Infrastructures	<i>Réseau de transport et postal</i>	10,2	- 19,7	48	26,8	- 4,8

Source : Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique

Résultats des coups d'État en Afrique de l'Ouest : les promesses ne sont pas tenues

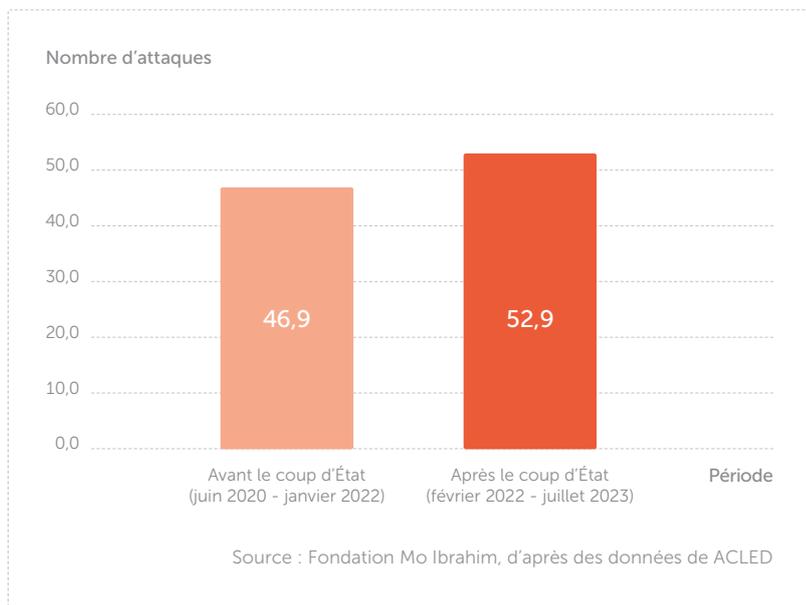
Les juntes qui ont pris le pouvoir au Burkina Faso, en Guinée, au Mali et maintenant au Niger ont justifié leur acte de diverses manières. La dégradation des conditions de sécurité et la contraction des espaces économiques et démocratiques sont les principales raisons invoquées dans les trois derniers cas. En Guinée, la motivation des putschistes est la lutte contre la corruption endémique, la défense des droits de l'homme et l'instauration d'une bonne gestion économique.

La situation ne s'est toutefois guère améliorée dans ces pays dans les années qui ont suivi les coups d'État. Le calendrier électoral n'a pas été tenu et ni les conditions de vie ni la sécurité ne se sont améliorées. L'espace civique demeure restreint dans tous ces pays, et la sécurité s'est même dégradée au Burkina Faso et au Mali.

Burkina Faso : les attaques violentes ne montrent aucun signe de réduction depuis le renversement du pouvoir

Au Burkina Faso, les civils sont tout aussi exposés aux attaques violentes qu'avant les coups d'État de 2022. On a relevé en moyenne près de 53 cas de violence contre des civils par mois au cours des 19 mois qui ont suivi le premier coup d'État de février 2022. C'est un peu plus qu'au cours des 19 mois précédant le coup d'État, où cette moyenne s'élevait à près de 47 attaques par mois.

Burkina Faso : nombre mensuel moyen d'attaques violentes perpétrées contre des civils avant et après le coup d'État (juin 2020 - juillet 2023)



De plus, environ la moitié du territoire du Burkina Faso échappe au contrôle du gouvernement. En juillet 2023, des groupes armés bloquaient 36 localités comptant au total plus d'un million d'habitants. Dans ces zones, l'accès aux services publics de base et aux produits essentiels reste extrêmement limité et coûteux.

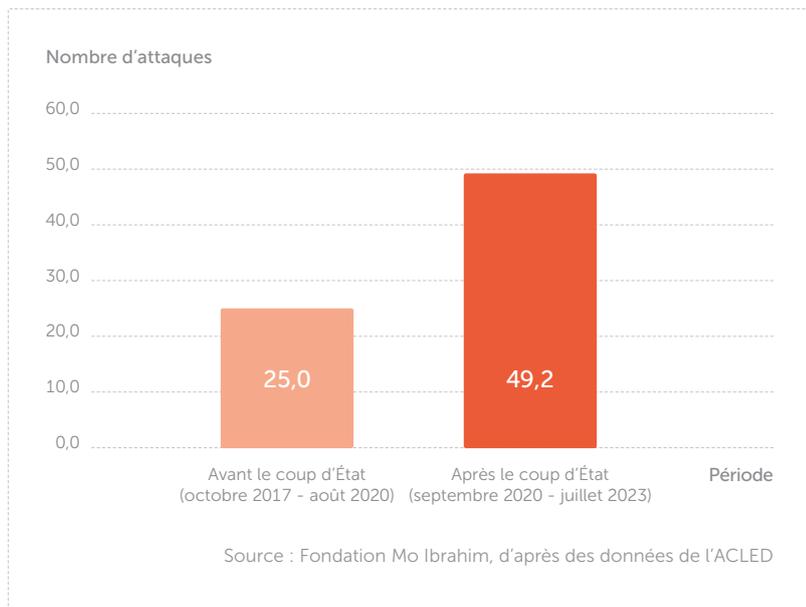
Outre les conditions de sécurité, les deux tiers (66,6 %) des Burkinabés interrogés par Afrobaromètre ont déclaré que leurs conditions de vie étaient mauvaises ou très mauvaises lors de l'enquête 2021-2023, alors que ce taux était de 41,1 % lors de l'enquête 2019-2021. La proportion des citoyens déclarant s'être privés de nourriture plusieurs fois est passée à 40,7 % lors de l'enquête 2021-2023, contre 31,8 % pour l'enquête 2019-2021.

Les derniers résultats de l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) pour le Burkina Faso, la Guinée, le Mali et le Niger mettent en évidence une dégradation de la situation sécuritaire et un rétrécissement de l'environnement participatif au cours des années 2017 à 2021. Une analyse plus approfondie utilisant les données disponibles après 2021 montre que les coups d'État n'ont eu aucun impact positif sur les situations sécuritaires qu'ils étaient censés résoudre. Ils ont au contraire, entraîné une augmentation de l'insécurité et une aggravation de la situation intérieure. En somme, quels que soient les défauts des régimes en place, le coup d'État n'est pas la solution.

Mali : les conditions de sécurité sont presque deux fois pires qu'avant le coup d'État

Au Mali, les civils sont encore plus exposés aux attaques violentes qu'avant les coups d'État de 2020. Le nombre d'attaques violentes perpétrées contre des civils a presque doublé, avec une moyenne de plus de 49 incidents par mois au cours des 34 mois qui ont suivi le coup d'État, contre 25 au cours des 34 mois précédents.

Mali : nombre mensuel moyen d'attaques violentes perpétrées contre des civils avant et après le coup d'État (octobre 2017 - juillet 2023)



Outre la sécurité, le coût de la vie a augmenté après que la CEDEAO a imposé des sanctions au pays. Parmi les Maliens interrogés par Afrobaromètre, 37,6 % ont déclaré s'être privés de nourriture plusieurs fois lors de l'enquête 2021-2023, contre 30,2 % lors de l'enquête 2019-2021.

Guinée : toujours pas d'élections alors que les troubles civils s'intensifient

Les putschistes guinéens ont indiqué que l'armée n'avait d'autre choix que de prendre le pouvoir en raison de la corruption généralisée, du mépris des droits de l'homme et de la mauvaise gestion économique sous le président Alpha Condé. Le coup d'État est survenu dans un contexte de troubles civils généralisés après qu'Alpha Condé ait modifié la constitution pour s'accorder un troisième mandat.

Concernant les droits de l'homme, peu d'éléments parlent en faveur d'une amélioration de la situation. On peut même dire qu'elle s'est dégradée. En mai 2022, la junte a interdit les manifestations pour une durée indéterminée avant d'intensifier la répression en dissolvant la coalition d'opposition pour des raisons politiques. Elle a restreint l'accès aux sites d'information et aux réseaux sociaux.

Les conditions de vie ne se sont par ailleurs pas améliorées. Les deux tiers environ (66,4 %) des Guinéens interrogés par Afrobaromètre ont qualifié leurs conditions de vie de mauvaises ou de très mauvaises lors de l'enquête 2021-2023, un chiffre légèrement supérieur aux 65,3 % de l'enquête 2019-2021.

En août 2023, un nouveau rapport des Nations Unies suggérait que le groupe État islamique avait presque doublé la superficie du territoire qu'il contrôle au Mali en moins d'un an

Retour à un régime civil ? Des promesses jamais suivies d'effet

Burkina Faso : la junte qui dirige le Burkina Faso a annoncé son intention d'organiser des élections d'ici juillet 2024. Cependant, elle a également affirmé que si elle organisait des élections avant que les conditions de sécurité ne s'améliorent, elle n'en reconnaîtrait pas les résultats en raison de l'inaccessibilité de plusieurs régions.

Mali : à la suite du coup d'État en mai 2021, le président par intérim Assimi Goïta s'était engagé à tenir des élections le 27 février 2022, conformément au calendrier électoral fixé par le précédent gouvernement de transition. Les élections législatives ont toutefois été repoussées à octobre ou novembre 2023 et la présidentielle à février 2024. Assimi Goïta souhaitait initialement reporter ces élections à 2026 avant de réduire ce délai sous la pression de la CEDEAO.

Guinée : après des négociations avec la CEDEAO, le président par intérim Mamady Doumbouya a accepté un calendrier électoral prévoyant des élections début 2025. Cependant, le gouvernement a déclaré en avril 2022 qu'aucune élection n'aurait lieu tant qu'un recensement général n'aurait pas été effectué.

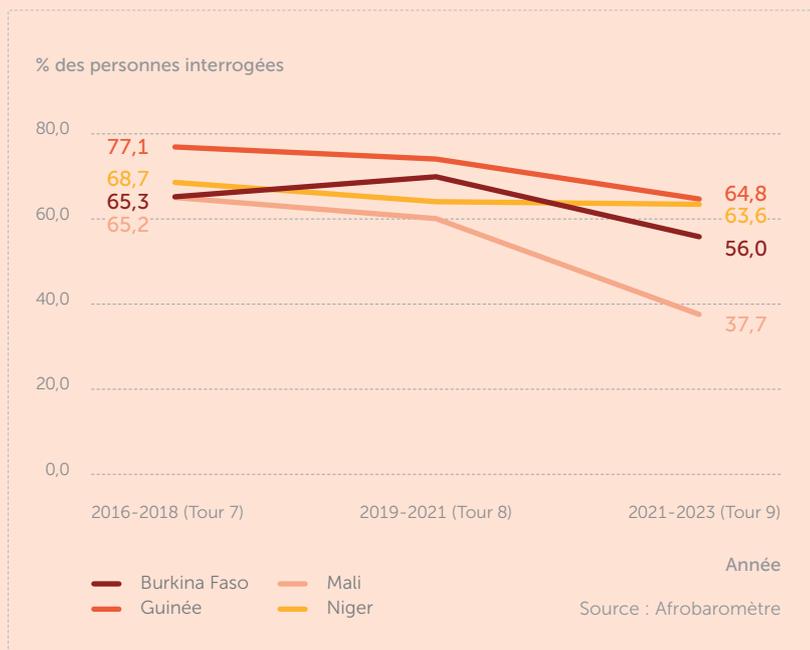
FOCUS

De moins en moins de soutien pour la démocratie, de plus en plus pour les militaires

D'après les résultats des enquêtes Afrobaromètre, le soutien à la démocratie a diminué au fil des années au Burkina Faso, en Guinée, au Mali et au Niger.

- C'est au Mali que cet indicateur a connu la plus forte baisse : seulement 37,7 % des personnes interrogées lors de l'enquête 2021-2023 se prononçaient en faveur de la démocratie, soit une baisse de 27,5 points de pourcentage par rapport à l'enquête 2016-2018.
- La Guinée compte le plus grand nombre de répondants toujours favorables à la démocratie lors de l'enquête 2021-2023. Près des deux tiers (64,8 %) des Guinéens interrogés y restent favorables. Ce taux a toutefois perdu 12,3 points par rapport à l'enquête 2016-2018.

Burkina Faso, Guinée, Mali et Niger : Soutien à la démocratie (2016-2018 / 2021-2023)



Dans le même temps, le soutien à l'armée augmente considérablement.

- Lors de l'enquête 2021-2023 plus des trois quarts (79,1 %) des Maliens interrogés étaient en faveur d'un régime militaire - une augmentation considérable par rapport aux 31,1 % enregistrés en 2016-2018.
- Au Burkina Faso, le soutien à l'armée est passé de 50 % en 2016-2018 à 63,5 % en 2021-2023. Le taux de personnes défavorables à un régime militaire est passé quant à lui de 42,6 % à 27,1 % entre ces deux enquêtes.
- Lors de l'enquête 2016-2018, environ un cinquième (20,7 %) des Guinéens interrogés approuvaient le régime militaire. Ce taux est passé à plus d'un sur trois (36,4 %) en 2021-2023.

64,5 % des Maliens interrogés par Afrobaromètre n'étaient pas favorables à un régime militaire lors de l'enquête 2016-2018. Lors de l'enquête 2021-2023, près de 80 % des personnes interrogées se prononçaient cette fois en faveur d'un régime militaire

Signes précurseurs dans d'autres pays africains : prochains sur la liste ?

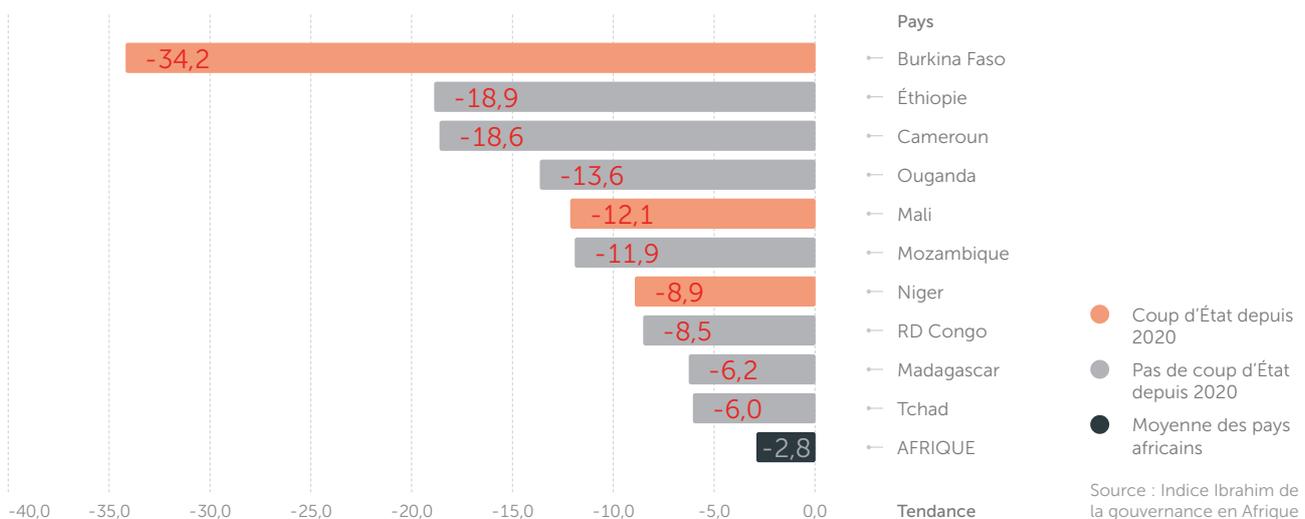
Des résultats inquiétants en matière de *Sécurité et sûreté* et *Participation* dans de nombreux autres pays du continent

Les conclusions de l'IAG 2022 mettent en évidence des signes alarmants dans d'autres pays africains présentant des niveaux de détérioration analogues, voire pires que ceux enregistrés par les pays ayant déjà connu un coup d'État.

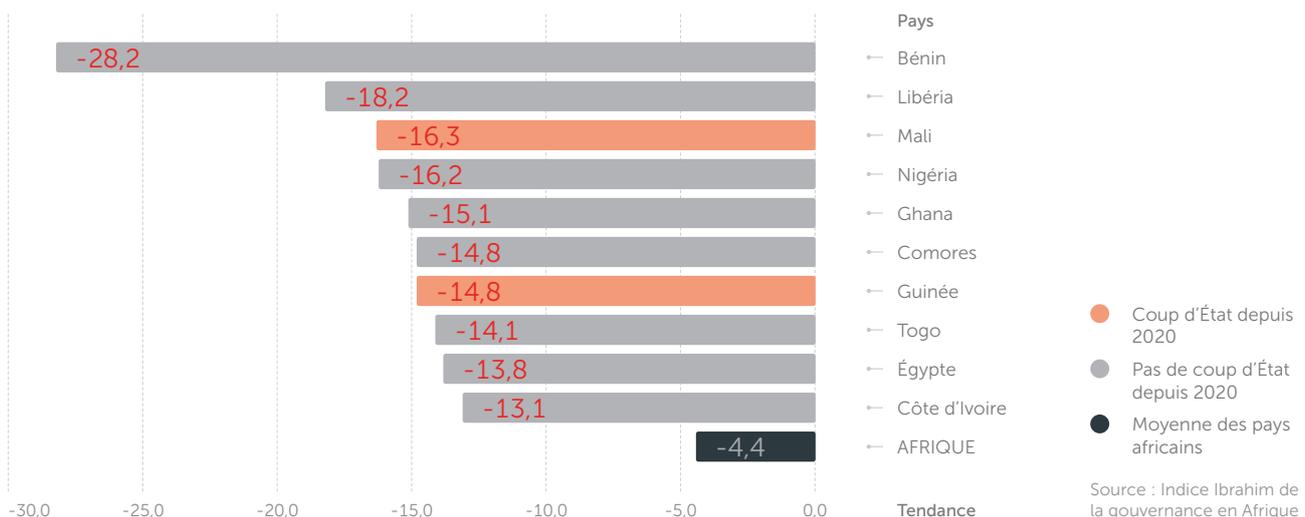
- *Sécurité et sûreté* : C'est le Burkina Faso (-34,2) qui enregistre le déclin le plus marqué dans cette sous-catégorie entre 2017 et 2021. Mais l'Éthiopie (-18,9), le Cameroun (-18,6) et l'Ouganda (-13,6) ont connu une détérioration plus importante que le Mali sur cette période (-12,1), et le Mozambique (-11,9) une détérioration plus importante que le Niger.
- *Participation* : Le Mali (-16,3) arrive en troisième position des baisses les plus marquées dans cette sous-catégorie entre 2017 et 2021, derrière le Bénin (-28,2) et le Libéria (-18,2). Depuis 2017, le score de *Participation* du Nigéria (-16,2), du Ghana (-15,1) et des Comores (-14,8) s'est d'avantage dégradé que celui de la Guinée.

- Sur la période 2017-2021, l'Éthiopie, le Cameroun, l'Ouganda et le Mozambique ont enregistré une détérioration dans la sous-catégorie *Sécurité et sûreté* plus importantes que dans certains pays ayant récemment subi un coup d'État.
- Sur la période 2017-2021, le Bénin et le Liberia ont enregistré une détérioration dans la sous-catégorie *Participation* plus importante que dans tous les pays ayant récemment subi un coup d'État.

Les dix pays africains où l'indicateur *Sécurité et sûreté* s'est le plus détérioré (2017-2021)



Les dix pays africains où l'indicateur *Participation* s'est le plus détérioré (2017-2021)



FOCUS

Coups d'État et soulèvements populaires à l'encontre des dirigeants de longue date à travers le continent

Un coup d'État n'est pas une solution et ne devrait jamais être utilisé contre un gouvernement élu démocratiquement. Un gouvernement démocratiquement élu avec un mauvais bilan devrait pouvoir être chassé lors d'élections libres et justes. Néanmoins, il se peut qu'un coup d'État soit la seule option possible pour soutenir le peuple dans un pays dirigé par un gouvernement autoritaire et sans contrepouvoirs.

Algérie : les manifestations nationales ont conduit à la démission du président Bouteflika

En avril 2019, des manifestations nationales se sont produites en Algérie suite à la candidature du président Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat. Le président Bouteflika, au pouvoir depuis déjà deux décennies et âgé de 82 ans a fini par démissionner peu après que l'armée ait demandé sa destitution en signe de soutien aux manifestants. La transition vers un régime civil a été rapide et des élections ont eu lieu en décembre 2019. L'ancien Premier ministre Abdelmajid Tebboune finit par les emporter, malgré l'appel à un boycott massif par les manifestants. Bien que les contestations se soient poursuivies après les élections, la pandémie a largement affaibli l'élan des manifestants et les mesures répressives du régime ont conduit à une vague d'arrestations politiques en avril 2021.

La *Gouvernance globale* (+2,5) s'est améliorée en Algérie entre 2012 et 2019, mais s'est détériorée de -0,4 au cours des deux années suivantes. Dans les années précédant la démission de Bouteflika, deux catégories de l'IIAG se sont détériorées : *Sécurité et État de droit* (-0,5) et *Participation, droits et inclusion* (-0,1). Les deux sous-catégories les plus détériorées avant sa démission étaient *Droits* (-5,8) et *Redevabilité et transparence* (-5,6). Suivant les soulèvements populaires, le recul de la catégorie *Participation, droits et inclusion* s'est accéléré, diminuant de -2,7 entre 2019 et 2021. Parmi les cinq sous-catégories qui se sont le plus détériorées depuis le coup d'État, trois appartiennent à la catégorie *Participation, droits et inclusion* : *Participation* (-8,7), *Droits* (-3,7) et *Parité* (-2,4).

Gabon : une dynastie détrônée par les militaires

Fin août 2023, l'armée a destitué le président Ali Bongo peu après que la Commission électorale du pays ait annoncé les résultats officiels de l'élection présidentielle du 26 août, qui accordaient à Ali Bongo un troisième mandat consécutif et prolongeaient ainsi la domination de la famille Bongo depuis 55 ans. La transparence et la légitimité de cette élection ont été mises en cause.

L'IIAG 2022 indique que le Gabon s'est amélioré de +2,1 points en matière de *Gouvernance globale* entre 2012 et 2021. Au cours de cette même période, la catégorie *Sécurité et État de droit* est la seule catégorie de l'IIAG à enregistrer une baisse (-1,0). Au niveau des sous-catégories, les baisses les plus importantes sur la même période ont été enregistrées par les catégories *Redevabilité et Transparence* (-9,2) et *Droits* (-6,0).

La révolution civile soudanaise a renversé le président Bashir, mais les militaires ont mis fin à la transition civile

En avril 2019, suivant la vague de soulèvements populaires commencée fin 2018, un putsch renverse le président Omar el-Bechir et met fin à 30 ans de pouvoir. Les manifestations se sont toutefois poursuivies, le peuple exigeant que le gouvernement militaire de transition cède le pouvoir à des autorités civiles. La situation a abouti à un accord de partage du pouvoir entre l'armée et le Premier ministre Abdalla Hamdok.

Deux ans après cet accord, un autre putsch a conduit à l'arrestation des ministres du gouvernement de transition et du Premier ministre Abdalla Hamdok. Bien qu'il ait été brièvement réintégré au poste de Premier ministre à la suite de manifestations de masse, Abdalla Hamdok a démissionné de son poste en janvier 2022, laissant les militaires seuls maîtres à bord.

En avril 2023, une lutte de pouvoir entre le chef de l'État de fait et son adjoint a abouti à une tentative de renversement accompagnée d'une vague de violences dans tout le pays, qui a contraint de nombreuses personnes au déplacement ou à l'exil.

L'IIAG 2022 indique que le Soudan s'est amélioré en matière de *Gouvernance globale* de +2,6 points entre 2012 et 2019. Dans la période qui a suivi le coup d'État de 2019, la performance a continué à s'améliorer à un rythme trois fois plus rapide. Entre 2012 et 2019, les quatre catégories de l'IIAG se sont améliorées, *Sécurité et État de droit* progressant le plus (+6,1), suivie par *Participation, droits et inclusion* (+3,5).

À partir de 2019, bien que légère, *Sécurité et État de droit* était la seule catégorie à enregistrer un déclin (- 0,5). La catégorie *Participation, droits et inclusion* est celle qui s'est le plus améliorée entre 2019 et 2021, avec une augmentation de +7,6 points. Trois des huit sous-catégories en déclin entre 2019 et 2021 appartiennent à la catégorie *Sécurité et État de droit*, avec la plus forte détérioration enregistrée par *Sécurité et sûreté* (- 9,4).

Zimbabwe : la fin de l'ère du président Mugabe

En novembre 2017, après 37 ans de règne du président nonagénaire Robert Mugabe et de l'Union nationale africaine du Zimbabwe – Front patriotique (ZANU-PF), l'armée a démis le président de ses fonctions, dans le but déclaré de « traduire en justice les criminels qui entouraient Mugabe pour les souffrances sociales et économiques qu'ils ont causées ». La prise de pouvoir par l'armée a été déclenchée par le limogeage du vice-président Emmerson Mnangagwa, qui a intensifié les divisions au sein de la ZANU-PF au pouvoir, avec une branche dirigée par la première dame, Grace Mugabe, et l'autre par Mnangagwa, celui-ci largement soutenu par l'armée et les vétérans de guerre. Mnangagwa a succédé à Mugabe et a depuis remporté deux élections présidentielles disputées (2018 et 2023), la ZANU-PF restant fermement au pouvoir.

L'IIAG 2022 montre que le Zimbabwe s'est lentement amélioré (+1,0) entre 2017 et 2021 en matière de gouvernance globale, mais cette amélioration est en fait plus lente que le rythme d'amélioration avant le coup d'État. Trois des quatre catégories de l'IIAG ont continué à s'améliorer depuis 2017, à l'exception de *Participation, droits et inclusion* (-2,1). Entre 2017 et 2021, des améliorations ont été constatées dans quatre sous-catégories de l'IIAG auparavant en déclin : *Redevabilité et Transparence* (+7,0), *Lutte contre la corruption* (+6,2), *Sécurité et sûreté* (+2,4) et *Droits* (+1,6). Toutefois, sept sous-catégories qui s'amélioraient avant le coup d'État ont enregistré un déclin, les baisses les plus importantes étant observées dans les sous-catégories *Participation* (-7,7) et *État de droit et justice* (-5,9).

Tchad: En avril 2021, suite au décès du président, Idriss Déby Itno, dans un contexte d'affrontements entre forces gouvernementales et groupes rebelles dans le pays, son fils, le général Mahamat Idriss Déby, a pris le contrôle du pays, dissous le gouvernement et suspendu la constitution.

Bien qu'inconstitutionnelle, cette prise de pouvoir par les militaires n'a pas été officiellement qualifiée de coup d'État par la communauté internationale et l'Union africaine, qui ont néanmoins appelé au retour d'un gouvernement civil à plusieurs reprises. À ce jour, le calendrier électoral de 18 mois initialement prévu n'a pas été respecté et le pays est toujours sous régime militaire, les élections étant provisoirement prévues pour 2024.

Les mandats les plus longs, les dirigeants les plus âgés...



Remarque : cette liste ne mentionne pas les monarchies héréditaires (Eswatini, Lesotho, Maroc)

Source : Fondation Mo Ibrahim

FOCUS

La position de l'UA sur les « changements anticonstitutionnels de gouvernement »

L'UA a élaboré une série de définitions ainsi que des instruments de réponse visant à empêcher les changements anticonstitutionnels de gouvernement et à protéger la démocratie sur le continent.

- La Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, définit les « changements anticonstitutionnels de gouvernement » comme allant à l'encontre d'un gouvernement démocratiquement élu (par le biais d'un coup d'État, du refus d'un président en exercice de céder le pouvoir au vainqueur d'élections justes, libres et régulières, d'amendements ou révisions de la Constitution ou d'instruments juridiques, etc.)
- Les instruments de réponse de l'UA comprennent la suspension de toutes activités de l'organisation, ainsi que des sanctions en coopération avec les communautés économiques régionales (CER).

La position de l'UA sur les soulèvements populaires : entre « constitutionnel » et « non-constitutionnel »

« Coups » et « soulèvements » : différences d'acteurs, de techniques, d'objectifs et de légitimité...

Les coups d'État se caractérisent généralement par un effort plus centralisé et organisé, impliquant souvent l'armée, dans le but de s'emparer du pouvoir et remplacer le gouvernement. Les soulèvements populaires sont des mouvements plus larges et plus diversifiés, motivés par un large éventail de griefs et d'exigences, avec une coordination moins centralisée et un accent mis sur le changement social ou politique plutôt que sur la prise directe du pouvoir.

L'Union africaine (UA) envisage d'exclure les soulèvements populaires contre les dirigeants autoritaires de sa définition des changements de pouvoir anticonstitutionnels. Les soulèvements populaires, comme ceux qui ont eu lieu en Algérie et au Soudan en 2019, ont besoin du soutien des forces armées pour aboutir. En Algérie, le président Bouteflika, en poste depuis deux décennies à l'époque, a été contraint de démissionner peu de temps après que l'armée ait demandé sa destitution en soutien aux manifestations nationales. De même, au Soudan, l'armée a pris le pouvoir pour déposer le dictateur de longue date Omar al-Bashir, en soutien à la volonté du peuple exprimée dans les rues.

En septembre 2023, six pays suspendus par l'UA pour changement anticonstitutionnel de gouvernement : le Burkina Faso (février 2022), le Gabon (août 2023), la Guinée (septembre 2021), le Mali (juin 2021), le Niger (juillet 2023) et le Soudan (avril 2023)

En septembre 2023, le Burkina Faso, la Guinée, le Mali et le Niger sont sous sanctions de la CEDEAO (de l'interdiction de voyager/délivrer des visas au gel des avoirs financiers)

Facilité africaine de soutien aux transitions inclusives (AFSIT)

En juillet 2023, l'UA et le PNUD ont mis en place l'AFSIT pour fournir un soutien programmatique intégré aux pays en proie à une transition politique complexe, afin d'aider à l'élaboration de feuilles de route, de mécanismes et d'institutions de transition crédibles, inclusives et légitimes, dans l'optique de la restauration de l'État de droit, de la démocratie et de la stabilité.

L'importance d'une gouvernance équilibrée dans toutes ses dimensions

Pays sélectionnés : tendances de la catégorie (2017-2021)

Catégorie	Burkina Faso	Guinée	Mali	Niger	Tendance moyenne en Afrique
Sécurité et État de droit	- 9,0	- 3,3	- 7,3	- 3,9	- 0,9
Participation, droits et inclusion	- 3,2	- 6,6	- 3,9	- 2,7	- 0,7
Fondement des opportunités économiques	- 0,8	+ 2,6	- 0,3	+ 0,2	+ 1,3
Développement humain	+ 2,2	+ 1,5	+ 1,1	- 0,5	+ 1,8

Source : Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique

D'après l'IIAG 2022 le score moyen de *Gouvernance globale* en Afrique a progressé sur 2017-2021. Néanmoins, seuls les niveaux de développement économique et humain expliquent cette progression, compromise par ailleurs par la dégradation des conditions de sécurité et le recul de la démocratie.

Les différentes dimensions de gouvernance l'IIAG des pays d'Afrique de l'Ouest touchés par des coups d'État reflètent clairement ces tendances divergentes :

- Le Burkina Faso et le Mali n'ont progressé que dans la catégorie *Développement humain*, tandis que leurs résultats dans les catégories *Sécurité et État de droit*, *Participation, droits et inclusion* et *Fondements des opportunités économiques* se sont détériorés.
- La Guinée est le pays qui reproduit le plus fidèlement la trajectoire moyenne du continent, les progrès des catégories *Fondements des opportunités économiques* et *Développement humain* y étant menacés par une régression dans les catégories *Sécurité et État de droit* et *Participation, droits et inclusion*.
- Le Niger n'a connu qu'une légère amélioration dans la catégorie *Fondements des opportunités économiques*, alors que ses résultats ont baissé dans les catégories *Sécurité et État de droit*, *Participation, droits et inclusion* et *Développement humain*.

Seule la progression équilibrée des différentes dimensions de la gouvernance permet une stabilité durable. Un coup d'État n'est pas la solution.

Les détériorations de la sécurité et de l'espace démocratique ont souvent été citées pour justifier les coups d'État en Afrique de l'Ouest. De fait, en moyenne, *Sécurité et sûreté* (-14,2) et *Participation* (-10,6) sont les deux sous-catégories de l'IIAG les plus dégradées parmi les pays ayant connu un coup d'État (Burkina Faso, Guinée, Mali et Niger) entre 2017 et 2021. Au niveau des indicateurs, les baisses moyennes les plus importantes ont été enregistrées pour *Absence de violences à l'encontre de la population civile* (-34,2) et *Absence de conflit armé* (-24,1).



Rien ne saurait justifier le renversement d'un gouvernement démocratique

Mo Ibrahim, Fondateur et président de la Fondation Mo Ibrahim

Références

- ACLED (2022) 10 Conflicts to worry about in 2022. <https://acleddata.com/10-conflicts-to-worry-about-in-2022/sahel/> Access Date: 04 September 2023
- African Arguments (2023) Algeria: The Hirak and its aftermath <https://africanarguments.org/2023/08/algeria-the-hirak-and-its-aftermath/> Access Date: 12 September 2023
- Africa Center for Strategic Studies (2023) 'Burkina Faso Crisis Continues to Spiral' <https://africacenter.org/spotlight/burkina-faso-crisis-continues-to-spiral/> Access Date: 01 September 2023
- Africa News (2022) 'In sanctions-hit Mali, cost of living rises' <https://www.africanews.com/2022/02/10/in-sanctions-hit-mali-cost-of-living-rises/> Access Date: 01 September 2023
- Africa News (2022) Guinea: No election before general census transitional authorities say. <https://www.africanews.com/2022/04/16/guinea-no-election-before-general-census-transitional-authorities-say/> Access Date: 04 September 2023
- African Union (AU) (2007) African Charter on Democracy, Elections and Governance. <https://au.int/en/treaties/african-charter-democracy-elections-and-governance>. Access date: 15 September 2023
- Afrobarometer (2023) Round 7, 8 & 9 surveys. Variable used: How often you go without food, Your present living conditions, Support for Democracy and Reject the Military <https://www.afrobarometer.org/> Access Date: 01 September 2023
- Al Jazeera (2019) Algeria: Bouteflika confirms presidential run for fifth term <https://www.aljazeera.com/news/2019/2/10/algeria-bouteflika-confirms-presidential-run-for-fifth-term> Access Date: 12 September 2023
- Al Jazeera (2019) Former PM declared Algeria president, but thousands protest again <https://www.aljazeera.com/news/2019/12/13/former-pm-declared-algeria-president-but-thousands-protest-again> Access Date: 12 September 2023
- Al Jazeera (2021) 'Coup attempt' in Niger: Here's what we know so far' <https://www.aljazeera.com/news/2023/7/26/coup-attempt-in-niger-heres-what-we-know-so-far> Access Date: 01 September 2023
- Al Jazeera (2021) 'Mohamed Bazoum declared Niger's new president' <https://www.aljazeera.com/news/2021/2/23/ruling-partys-mohamed-bazoum-wins-niger-presidential-election> Access Date: 01 September 2023
- Al Jazeera (2021) Coup Leader Assimi Goita set to be sworn in as Mali's President. <https://www.aljazeera.com/news/2021/6/7/coup-leader-assimi-goita-set-to-be-sworn-in-as-malis-president> Access Date: 04 September 2023
- Al Jazeera (2023) 'Timeline: A history of coups in Niger' <https://www.aljazeera.com/news/2023/7/27/timeline-a-history-of-coups-in-niger> Access Date: 01 September 2023
- Al Jazeera (2023) 'Timeline: What has happened in Niger since the coup?' <https://www.aljazeera.com/features/2023/8/20/timeline-what-has-happened-in-niger-since-the-coup> Access Date: 01 September 2023
- Amani Africa (2023) Popular uprising and unconstitutional changes of government. <https://amaniafrica-et.org/category/thematic-insights/election-and-governance-issues/popular-uprising/>. Access date: 15 September 2023.
- AP News (2022) Guinea junta agrees with bloc to hold vote in early 2025. <https://apnews.com/article/west-africa-burkina-faso-guinea-mali-8327f4bf6f3c54a9b69eb4a4990f49d6> Access Date: 04 September 2023
- Associated Press (AP) (2023) 'UN says raging conflict in Sudan has displaced over 3 million people. UK sanctions warring sides' <https://apnews.com/article/sudan-conflict-military-rsf-displacement-war-dcda6a35935171ed902b2cb7190991ad> Access Date: 01 September 2023
- BBC (2020) Soldiers seize Mali President Ibrahim Boubacar Keïta. <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-53825673> Access Date: 04 September 2023
- British Broadcasting Corporation (2021) 'Guinea coup attempt: Soldiers claim to seize power from Alpha Condé' <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-58453778> Access Date: 01 September 2023
- British Broadcasting Corporation (2021) 'Guinea coup: Who is Col Mamady Doumbouya?' <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-58461971> Access Date: 01 September 2023
- British Broadcasting Corporation (BBC) 'Niger coup plot foiled – President Mahamadou Issoufou' <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-35128742> Access Date: 01 September 2023
- British Broadcasting Corporation (BBC) 'Niger election: Opposition's Mahamadou Issoufou wins' <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-12737230> Access Date: 01 September 2023
- Brookings (2019) Why Algeria's Army abandoned Boutflika <https://www.brookings.edu/articles/why-algerias-army-abandoned-boutflika/> Access Date: 12 September 2023
- Burke J (2017) Military urges calm in Zimbabwe after it seizes key sites in capital <https://www.theguardian.com/world/2017/nov/14/tensions-rise-in-zimbabwe-as-military-drives-through-outskirts-of-capital>. Access Date: 20 September 2023
- Centre for Strategic and International Studies (2020) The Malian military ousts a wayward government. <https://www.csis.org/analysis/malian-military-ousts-wayward-government> Access Date: 04 September 2023
- Centre for Strategic and International Studies (2022) The End of Operation Barkhane and the Future of Counterterrorism in Mali. <https://www.csis.org/analysis/end-operation-barkhane-and-future-counterterrorism-mali> Access Date: 04 September 2023
- Council on Foreign Relations (2022) Violent Extremism in the Sahel. <https://www.cfr.org/global-conflict-tracker/conflict/violent-extremism-sahel> Access Date: 04 September 2023
- Council on Foreign Relations (2023) What is Russia's Wagner Group doing in Africa. <https://www.cfr.org/in-brief/what-russias-wagner-group-doing-africa> Access Date: 04 September 2023

- Crisis Group (2023) 'The Attempted Coup in Niger: Avoiding Armed Conflict' <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/niger/tentative-de-coup-detat-au-niger-eviter-la-confrontation-armee> Access Date: 01 September 2023
- Down to Earth (2022) Climate shocks to drive 13.5 million people in Africa's Sahel into poverty by 2050. <https://www.downtoearth.org.in/news/africa/climate-shocks-to-drive-13-5-million-people-in-africa-s-sahel-into-poverty-by-2050-85046> Access Date: 04 September 2023
- DW (2023) Fact Check: Russia's influence on Africa. <https://www.dw.com/en/fact-check-russias-influence-on-africa/a-66310017> Access Date: 04 September 2023
- Foreign Policy (2023) 'Guinea Cracks Down on Protesters' <https://foreignpolicy.com/2023/05/31/guinea-conde-doumbouya-crackdown-protesters/> Access Date: 01 September 2023
- France24 (2023) At least 40 killed in weekend terrorist attacks in western Burkina Faso. <https://www.france24.com/en/africa/20230530-at-least-40-killed-in-weekend-terrorist-attacks-in-western-burkina-faso> Access Date: 04 September 2023
- France24 (2011) 'Opposition leader wins Niger election' <https://www.france24.com/en/20110314-opposition-leader-mahamadou-issoufou-wins-presidential-election-niger> Access Date: 01 September 2023
- France24 (2023) 'Disputed election sparks beginning of the end of 56 years of Bongo family rule' <https://www.france24.com/en/africa/20230830-attempted-coup-in-gabon-aims-to-remove-president-ali-bongo-from-power-and-end-50-year-dynasty> Access Date: 01 September 2023
- France24 (2023) 'Islamic State group nearly doubled its Mali territory in under a year, UN says' <https://www.france24.com/en/africa/20230826-islamic-state-group-doubled-controlled-territory-in-mali-in-under-a-year-un-experts-say> Access Date: 01 September 2023
- France-Press A (2018) From exile to election: Emmerson Mnangagwa's timeline to victory. <https://www.theguardian.com/world/2018/aug/03/emmerson-mnangagwa-zimbabwe-timeline-to-victory>. Access date: 20 September 2023
- Guardian (2019) Algeria's president Abdelaziz Bouteflika resigns after 20 years <https://www.theguardian.com/world/2019/apr/02/algeria-latest-news-president-abdelaziz-bouteflika-resigns> Access Date: 12 September 2023
- Guardian (2019) Mass boycott and police clashes as Algeria holds disputed election <https://www.theguardian.com/world/2019/dec/12/algeria-stages-presidential-vote-amid-fierce-protests> Access Date: 12 September 2023
- House of Commons Library (2022) Mali: Why have elections been delayed until 2024? <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-9636/> Access Date: 04 September 2023
- Human Rights Watch (2022) 'Guinea: Government Dissolves Opposition Coalition' <https://www.hrw.org/news/2022/08/11/guinea-government-dissolves-opposition-coalition> Access Date: 01 September 2023
- Human Rights Watch (2023) Mali: New atrocities by Malian army, apparent Wagner fighters. <https://www.hrw.org/news/2023/07/24/mali-new-atrocities-malian-army-apparent-wagner-fighters> Access Date: 04 September 2023
- IDMC (2023) Burkina Faso: People caught in a perfect storm of conflict displacement and food insecurity. <https://story.internal-displacement.org/burkina-faso-People-caught-in-a-perfect-storm-of-conflict-displacement-and-food-insecurity/> Access Date: 04 September 2023
- Independent (2023) 'UN experts say Islamic State group almost doubled the territory they control in Mali in under a year' <https://www.independent.co.uk/news/mali-ap-islamic-state-united-nations-bamako-b2399780.html> Access Date: 01 September 2023
- Institut Montaigne (2023) Anti-French sentiment in West Africa - A Reflection of the Authoritarian Confrontation With the "Collective West" <https://www.institutmontaigne.org/en/expressions/anti-french-sentiment-west-africa-reflection-authoritarian-confrontation-collective-west> Access Date: 04 September 2023
- Institute for Security Studies (2023) Burkina Faso's ambitious move to depoliticise government. <https://issafrica.org/iss-today/burkina-fasos-ambitious-move-to-depoliticise-government> Access Date: 04 September 2023
- International Institute for Strategic Studies (2022) Security in the Sahel and the end of Operation Barkhane. <https://www.iiss.org/online-analysis/online-analysis//2022/09/security-in-the-sahel-and-the-end-of-operation-barkhane> Access Date: 04 September 2023
- Just Security (2022) Still at War: The United States in the Sahel. <https://www.justsecurity.org/81028/still-at-war-the-united-states-in-the-sahel/> Access Date: 04 September 2023
- LSE (2023) What is driving violence in the Sahel. <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2023/07/10/what-is-driving-violence-in-the-sahel/> Access Date: 04 September 2023
- Middle East Eye (2023) 'Sudan timeline: From the fall of Bashir to street-fighting in Khartoum' <https://www.middleeasteye.net/news/sudan-turmoil-bashir-fall-fighting-khartoum-timeline> Access Date: 01 September 2023
- Mandizha R (2023) Zimbabwe Presidential Election Results: Zanu PF Emmerson Mnangagwa Wins Second Term. https://ihare.com/2023-zimbabwe-elections-zanu-pf-emmerson-mnangagwa-wins-second-term/?utm_content=cmp-true Access date: 20 September 2023
- Mo Ibrahim Foundation (2023) 2022 Ibrahim Index of African Governance (IIAG) <https://mo.ibrahim.foundation/iiag> Access Date: 01 September 2023
- Onishi M (2017) Behind Mugabe's Rapid Fall: A Firing, a Feud and a First Lady. <https://www.nytimes.com/2017/11/19/world/africa/robert-mugabe-zimbabwe.html> Access date: 20 September 2023

People's Dispatch (2023) "A slave who cannot assume his own revolt does not deserve to be pitied," says Ibrahim Traoré of Burkina Faso. <https://peoplesdispatch.org/2023/08/02/a-slave-who-cannot-assume-his-own-revolt-does-not-deserve-to-be-pitied-says-ibrahim-traore-of-burkina-faso/#:~:text=Traor%C3%A9%20declared%3A%20%E2%80%9Ca%20slave%20who,fight%20against%20imperialism%20and%20poverty> Access Date: 04 September 2023

Pindula (2017) November 2017 Military Coup. https://www.pindula.co.zw/November_2017_Military_Coup/. Access date: 20 September 2023

Powell, Jonathan M., and Clayton L. Thyne (2011). "Global Instances of Coups from 1950 to 2010: A New Dataset. *Journal of Peace Research* 48(2):249-259 Dataset 3: Dataset in ccode/year format (txt format) http://www.uky.edu/~clthyne2/coup_data/home.htm Access Date: 01 September 2023

Reuters (2016) 'Boycott helps Niger President Issoufou win re-election' <https://www.reuters.com/article/us-niger-election-idUSKCN0W00ZN> Access Date: 01 September 2023

Reuters (2023) 'The Niger general who ousted a president he was meant to protect' <https://www.reuters.com/world/africa/niger-general-who-ousted-president-he-was-meant-protect-2023-07-31/> Access Date: 01 September 2023

Spiked (2023) From Libya to Niger how the West sowed chaos in the Sahel. <https://www.spiked-online.com/2023/08/29/from-libya-to-niger-how-the-west-sowed-chaos-in-the-sahel/> Access Date: 04 September 2023

The Africa Report (2023) Mali: Poll highlights confidence in Assimi Goïta and Russia. <https://www.theafricareport.com/306565/mali-poll-highlights-confidence-in-assimi-goita-and-russia/> Access Date: 04 September 2023

The Guardian (2010) 'Military junta seizes power in Niger coup' <https://www.theguardian.com/world/2010/feb/19/niger-military-junta-coup> Access Date: 01 September 2023

TRT Afrika (2023) Doubts on Burkina Faso vote after fresh attacks kill dozens. <https://www.trtafrika.com/africa/doubts-on-burkina-faso-vote-after-fresh-attacks-kill-dozens-13441249> Access Date: 04 September 2023

UN News (2022) Mali reports progress in political transition process, fighting terrorism. <https://news.un.org/en/story/2022/09/1127861> Access Date: 04 September 2023

United Nations Development Programme (UNDP) (2023) Soldiers and citizens: military coups and the need for democratic renewable in Africa. [https://www.undp.org/africa/publications/soldiers-and-citizens#:~:text=Developed%20as%20part%20of%20UNDP's,changes%20of%20government%20\(UCG\).](https://www.undp.org/africa/publications/soldiers-and-citizens#:~:text=Developed%20as%20part%20of%20UNDP's,changes%20of%20government%20(UCG).) Access date: 15 September 2023

United States Institute of Peace (2023) In Mali, Civil Society Takes on New Role in the Democratic Transition. <https://www.usip.org/publications/2023/04/mali-civil-society-takes-new-role-democratic-transition> Access Date: 04 September 2023

World Food Program (2023) WFP Burkina Faso Country Brief July 2023. <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/wfp-burkina-faso-country-brief-july-2023> Access Date: 04 September 2023



mo.ibrahim.foundation

FB→ /MolbrahimFoundation

TW→ @Mo_IbrahimFdn

IG→ moibrahimfoundation